

Le 1^{er} avril 2010
Contact n°10

Deuxième mandat de grève dans une usine de Nova Bus

Les employés de Nova Bus à Saint-Eustache ont adopté samedi dernier leur cahier de demandes en prévision du renouvellement de leur convention collective. Les 425 salariés, membres de la section locale 1004 des TCA, ont aussi donné par un vote quasi unanime un mandat de grève à leur comité de négociation, s'il juge ce recours extrême nécessaire.

On sait aussi que devant l'impasse de leurs négociations, les 230 employés de l'usine de Nova Bus à Saint-François-du-Lac ont également donné un mandat de grève à leur comité le 13 mars dernier.

Le directeur québécois des TCA, Jean-Pierre Fortin, dénonce quant à lui la pratique de Nova Bus, qui fait fabriquer dans son usine de Plattsburgh des autobus destinés aux marchés québécois et canadien. Il rappelle que cette usine a été construite pour se conformer au « Buy American Act » et donner un libre accès au marché américain. « Le syndicat est déterminé à protéger et créer des emplois au Québec », de dire le dirigeant syndical.

Dans le cas de Saint-Eustache, la convention collective vient à échéance le 31 juillet, mais selon le négociateur syndical Daniel St-Louis, les syndiqués sont déterminés à négocier de façon diligente. « Le cahier de commandes de la compagnie est rempli et nous croyons que les employés, qui ont largement contribué au succès de l'entreprise, ont droit à de très bonnes conditions dans les circonstances ».

Le négociateur syndical note qu'à Saint-Eustache, les principaux enjeux de la négociation sont les salaires, la sous-traitance et les avantages sociaux.



Entente exceptionnelle à l'Hôtel InterContinental Montréal

C'est dans une proportion de 96% que les travailleurs et travailleuses de l'Hôtel InterContinental Montréal ont approuvé l'entente de principe conclue entre leur syndicat, la section locale 2005 des TCA-Québec et la direction de l'Hôtel. Fait à noter, contrairement à plusieurs négociations récentes dans les grands hôtels, celle-ci s'est soldée sans la perte d'une seule heure de travail.

« Les 225 salariés de l'InterContinental obtiennent là une convention collective exceptionnelle dans la conjoncture actuelle, de dire Jean-Pierre Fortin, le directeur des TCA-Québec. Ce sera désormais la convention modèle dans l'industrie hôtelière du Québec ».

François Beaudoin, le négociateur syndical des TCA-Québec, précise que l'entente de trois ans prévoit des gains de l'ordre de 10%, la réduction de la charge de travail des préposés aux chambres, 10 jours de congés de maladie, une amélioration des pourboires versés aux salariés des banquets et des ajustements salariaux.



Manifestation pour empêcher la fermeture de Siemens à Hamilton

Le 18 mars, des centaines d'employés de Siemens et de manifestants venus les appuyer se sont rassemblés à midi à l'extérieur de l'usine de Siemens à Hamilton. Les manifestants demandaient à Siemens d'annuler sa décision de fermer l'usine.

Dans son discours, Ken Lewenza a averti Siemens, qui a son siège social en Allemagne, que si l'entreprise ne prenait pas les manifestants au sérieux le syndicat irait manifester en pleine rue.

Siemens emploie 400 000 personnes de par le monde et au cours de la dernière année seulement, a embauché 50 000 travailleurs. M. Lewenza a affirmé que nous devons trouver, collectivement, un moyen de réagir au problème des capitaux mondiaux ayant toute latitude pour déménager d'une ville, d'un pays et même d'un continent à l'autre. « Il ne s'agit pas ici d'une entreprise non rentable, mais d'une entreprise voulant faire encore plus d'argent », a déclaré M. Lewenza à la foule enthousiaste.

Si Siemens ne peut trouver le moyen de maintenir les emplois à ses installations de Hamilton, elle doit créer des emplois d'une valeur égale pour les plus de 500 travailleurs qui seront mis à pied.

Le président de la section locale 504 des TCA, Randy Smith, a déclaré que les gens sont encore sous le choc à la suite de l'annonce de la fermeture et en colère contre Siemens et ses mensonges. Il y a à peine six mois, Siemens se disait « engagée envers l'Ontario et les installations de Hamilton ».



Le président des TCA, Ken Lewenza, livre un discours enflammé aux manifestants devant l'usine de turbines de Siemens à Hamilton, le 18 mars dernier.

« Le fait que Siemens puisse quitter cette ville alors que nous sommes parfaitement capables de faire le même travail ici est tout simplement scandaleux, a déclaré M. Smith. Nous demandons aux gouvernements provincial et fédéral d'utiliser leurs pouvoirs considérables pour maintenir ces emplois ici ou pour créer d'autres emplois pour que Siemens respecte ses engagements envers les habitants de la région. »

Le député provincial de Hamilton East – Stoney Creek, Paul Millner, le député fédéral de Hamilton Mountain, Chris Charlton, la présidente du Conseil du travail de la région, Mary Long, et le membre du conseil municipal de Hamilton Scott Duvall ont également pris la parole et affirmé leur soutien à la cause des travailleurs.

Siemens a annoncé le 11 mars dernier son intention de fermer ses portes dès juillet 2011, mettant fin à plus d'un siècle d'activité à ses installations de Hamilton.



Les membres des TCA appuient les Métallos en grève

Une grande manifestation de solidarité a été tenue à Sudbury le 22 mars dernier pour soutenir les travailleurs en grève de Vale Inco, qui luttent encore contre les demandes de concessions de l'employeur et pour l'obtention d'une nouvelle convention collective.

Plus de 150 membres des TCA venus de partout en Ontario ont participé à la manifestation, incluant un groupe de personnes en provenance de Toronto, Oakville, Oshawa et Hamilton, qui ont fait l'aller-retour le même jour pour être présentes à Sudbury, qui se trouve à environ quatre heures de route de Toronto.



Des drapeaux syndicaux flottent sur la tribune principale dressée à l'aréna communautaire de Sudbury tandis que des milliers de personnes se rassemblent pour soutenir des grévistes de Vale, le 22 mars dernier.

Dans l'espoir de mettre un terme par la négociation à neuf mois de grève, près de 5 000 travailleurs, retraités et militants communautaires se sont entassés dans l'aréna communautaire de Sudbury pour exiger du géant de l'industrie minière installé au Brésil qu'il retourne à la table de négociation.

L'employeur s'est montré inlassable dans ses efforts pour forcer les travailleurs à abandonner leur régime de retraite à prestations déterminées, affaiblir les clauses concernant l'ancienneté et les droits de mutation, et augmenter l'utilisation de travailleurs à forfait, notamment.

Le chef du NPD, Jack Layton, a pris la parole, de même que le président international du Syndicat des métallurgistes d'Amérique, Leo Gerard. Les dirigeants syndicaux brésiliens Rogerio Pantoja, représentant la Central Única dos Trabalhadores (CUT), et Efraim Gomes de Moura, du Coordenação Nacional de Lutas (CONLUTAS), étaient également présents.

Messieurs Pantoja et de Moura ont livré des messages de solidarité aux grévistes de la part des travailleurs de Vale au Brésil et ont encouragé les mineurs à rester unis dans la lutte pour protéger et améliorer leurs conditions de travail.

Le président de la section locale 598 de Mine Mill, Richard Paquin, a affirmé que la manifestation constituait un gros coup de pouce pour le moral des travailleurs en grève et pour la collectivité de Sudbury en général.

« Il est très difficile d'accepter que cette grève s'éternise depuis si longtemps et peu importe où vous travaillez, vous pouvez en ressentir les effets d'une manière ou d'une autre, a déclaré M. Paquin.

« Vale essaie de donner une tournure sauvage aux négociations, manquant ainsi de respect à l'histoire et à la culture des relations de travail dans notre collectivité. Nous n'accepterons pas ce genre d'abus de pouvoir et nous continuerons de soutenir nos confrères et consœurs de la section locale 6500 du Syndicat des métallos sur les piquets de grève. »

Les travailleurs de Vale Inco de Sudbury sont en grève depuis juillet 2009.



La nouvelle convention chez General Dynamics obtient une majorité écrasante

Les membres de la section locale 27 des TCA travaillant aux installations de General Dynamics à London, en Ontario, ont entériné avec une majorité écrasante une nouvelle convention collective de trois ans prévoyant des améliorations aux salaires, aux avantages sociaux et au régime de retraite.

Le syndicat des TCA représente 508 travailleurs de General Dynamics Land Systems à London. Ces travailleurs construisent des véhicules blindés de transport de troupes. Les travailleurs ont voté à 96 pour cent en faveur de la nouvelle convention.

L'entente prévoit une augmentation de salaire forfaitaire de 2,5 pour cent dans la première année de l'entente, une hausse salariale de deux pour cent au cours de la deuxième année et une augmentation forfaitaire de deux pour cent à la troisième année. L'entente prévoit également une prime à la signature de 1 000\$ et maintient l'ajustement au coût de la vie, inclus dans la convention.

Des améliorations au régime de retraite sont prévues pour chacune des trois années de l'entente, qui prévoit également des améliorations en ce qui concerne les soins de la vue, la massothérapie, les soins chiropratiques, une assurance vie de base et une meilleure protection en cas d'invalidité.

Le libellé de la convention prévoit le maintien des mesures de droit exclusif au travail et des améliorations aux clauses concernant la sous-traitance relative aux métiers spécialisés, selon le directeur régional des TCA à London, Fergo Berto.

Craig McLarty, président d'unité de la section locale 27 des TCA, a déclaré que les membres sont très satisfaits de l'entente, qui aide à établir une base solide pour l'avenir.

« Le fort mandat de grève accordé par nos membres a permis au comité de négociation de négocier la meilleure convention possible, a déclaré M. McLarty. « Ce nouveau contrat de travail aidera à assurer le maintien des emplois aux installations de London et même l'obtention de plus de travail ici », a-t-il conclu.

